

Réussite de la diversité sociale en Algérie et plurilinguisme managérial : le Tamazight langue officielle, un facteur d'union et non de division*Revue internationale sur le travail et la société***Ramdane Mostefaoui¹****Année : 2008****Volume : 6****Numéro : 1****Pages : 85-97****ISSN : 1705-6616****Sujet : Diversité linguistique, monolinguisme managérial, plurilinguisme managérial, langue tamazight.****Résumé**

Le conflit identitaire prend toute son ampleur à la faveur de la montée en puissance des débats de non discrimination et de respect des droits humains en Algérie. La population berbérophone revendique depuis des années l'attribution du statut de langue officielle au tamazight, la langue de ses ancêtres, au même titre que l'arabe. Les partisans du monolinguisme continuent de s'opposer farouchement à cette revendication, selon eux facteur de division et de mise en danger de l'unité nationale. La thèse défendue dans ce texte montre le contraire. L'officialisation de tamazight et partant, l'adoption d'un management plurilinguistique, intégrant aussi le français, langue parlée et écrite par la majorité des Algériens, constituent véritablement des leviers de consolidation de l'unité nationale et des outils d'amélioration de la performance des entreprises et de la gouvernance démocratique des organisations publiques. Les enjeux sont très importants et méritent qu'on les regarde de près, avant qu'il ne soit trop tard.

¹ Ramdane MOSTEFAOUI, Maître de conférences HDR à l'Université de Picardie Jules Verne, membre de l'équipe Changement Stratégique des Organisations (CSO) du CRIISEA (Amiens) Franc

Introduction

Les pratiques managériales des acteurs dans les organisations modernes mobilisent plusieurs langues pour communiquer. Le recours à de nouvelles langues, à la faveur de la mondialisation des échanges va probablement se renforcer en Algérie. Cette ouverture et les évolutions qu'elle induit vont à contre-courant des « options constantes de la nation » qui a abouti à l'arabisation complète des enseignements de l'école primaire à l'université et à la promulgation de la loi 1990 stipulant la généralisation de l'utilisation exclusive de la langue arabe dans les organisations publiques et privées du pays. Cette loi encore en vigueur contient des dispositions réprimant l'usage de toute autre langue, en particulier du français et du tamazight...

L'objectif de ce papier est de tenter, à l'occasion de ce colloque sur la diversité, d'élaborer des pistes de réflexion susceptibles de contribuer à éclairer la situation et la manière dont se structurent les incohérences, les injustices, les ressentiments et les haines qui en résultent, à tort ou à raison, sachant qu'il n'y a pas de place durable aux organisations sourdes et muettes, que la démocratie est le seul mode de gouvernement des hommes acceptable aujourd'hui et que les conflits identitaires sont de véritables poisons des sociétés.

Dans cette perspective, nous exposons dans une première partie la problématique du monolinguisme tel qu'il a fonctionné jusqu'à présent, en pointant ses principaux effets pervers et le fait que le tamazight est un moyen d'unir les citoyens algériens et non pas un facteur de division puis, dans une deuxième partie, le management plurilinguistique comme voie possible de sortie de l'impasse, et remède contre la discrimination dont souffrent les populations non arabophones en Algérie.

I Le monolinguisme, un outil de domination et un facteur de division

Economie de marché oblige, les organisations de toutes sortes en Algérie sont confrontées à des problèmes de management et de communication inédits. Le contexte politique, social et culturel change à la faveur de l'ouverture économique. Ce changement de contexte met en évidence le décalage grandissant entre les besoins en matière de compétences linguistiques d'une part, et les ressources disponibles sur le marché de l'emploi, d'autre part.

I. 1 Position du problème

Depuis l'indépendance politique du pays (1962), un processus généralisant l'enseignement et l'usage de la seule langue arabe dans les administrations et dans les organisations publiques et privées a abouti à instaurer un monolinguisme qui a mis à l'écart toute une génération de cadres, de médecins, d'enseignants chercheurs et de salariés francophones notamment. Ce changement majeur dans la société algérienne a poussé à l'exil des centaines de milliers d'autres. L'arabe classique enseigné à l'école et à l'université est différent de l'arabe parlé; il n'est pas utilisé dans la vie courante par les citoyens arabes. La population en général n'a pas été associée à ce choix et des enquêtes ont montré en 1967 que 80%¹ des étudiants étaient hostiles à l'arabisation de l'enseignement universitaire.

Au delà de l'économie, du management et de la performance, se profilent à l'évidence des questions cruciales de démocratie, de respect des droits humains, de discrimination et d'identité dans ce pays. Problèmes qui ont miné la société algérienne depuis Massinissa et Jugurtha (160-104 avant JC).

Vaste et complexe problème que nous avons choisi d'éclairer sous l'angle du management en montrant le rôle que pourrait jouer le plurilinguisme managérial dans la lutte contre ces formes particulières de discrimination dans l'univers de la gestion et du management et les vertus potentielles d'un mode de gouvernement respectueux de toutes les composantes linguistiques de la société algérienne.

Dans le douloureux contexte actuel de mise à niveau et de transition vers l'économie de marché, les entreprises mais aussi les autres types d'organisations (comme les hôpitaux, les universités ou les associations...) publiques ou privées et bien sûr les Services de l'Etat , sont de plus en plus impliqués dans des échanges internationaux , notamment à la faveur de l'implantation, sur le sol algérien, d'entreprises, de banques et d'autres organismes étrangers. Cela se traduit par d'importants problèmes de communication et de compréhension, dans la mesure où les managers et les salariés ne maîtrisent pas les langues étrangères, telles que le français, l'anglais, l'espagnol ou l'italien. Sachant que les langues sont la base de toute communication, de toute coopération, elles deviennent des ressources de productivité convoitées. Pour les entreprises implantées en Algérie qui projettent de pénétrer des marchés

¹ Louis-Jean Calvet (1996) Les politiques linguistiques, Que-Sais-Je ? Puf. P.118.

extérieurs, la maîtrise des langues des clients, des partenaires et des concurrents concernés s'impose aussi à l'évidence. En effet, les langues constituent par définition des outils de compréhension du monde, des grilles de déchiffrement du réel, des instruments d'acquisition de l'indispensable intelligence économique dans le monde des affaires.

I. 2 Petites précisions sur la méthodologie et les limites de l'étude

La démarche historico-descriptive adoptée nous a conduit à élaborer une analyse qui part de données de terrain tirées de plusieurs sources et notamment :

- de notre propre expérience de l'enseignement en Algérie en tant qu'ancien étudiant, puis, en tant qu'enseignant chercheur et responsable au sein d'une université ;
- de notre expérience de l'univers managérial algérien en tant qu'usager ou « administré », et comme cadre dirigeant dans des entreprises nationales ;
- d'échanges ouverts suivis d'entretiens semis directifs avec 16 anciens collègues (8 enseignants berbérophones et 8 arabophones) et 16 autres entretiens semis directifs avec 16 étudiants de DEA (8 berbérophones et 8 arabophones) au cours d'une enquête de terrain réalisée à Alger en 2004;
- d'analyses et de comptes rendus de réunion parus dans des articles de journaux algériens que nous consultons quotidiennement sur le sujet.

Comme Jeanne Favret-Saada¹, nos implications dans ces différentes aventures se sont avérées des atouts importants pour la compréhension des phénomènes en œuvre et des mécanismes cachés. Ainsi, notre subjectivité en tant que chercheur est un puissant outil d'exploration et d'acquisition des connaissances du ressenti des personnes et du sens qu'elles donnaient aux situations auxquelles elles étaient confrontées. Cette implication à la fois émotionnelle, intellectuelle et affective constitue néanmoins une limite, nous en sommes pleinement conscients, en raison des risques de distorsion des analyses produites. A ce propos, Michel CROZIER signale à raison, qu'il est difficile de parler de son pays comme il est difficile de parler de soi-même, de peur de se tromper et de dire des bêtises. A noter aussi la difficulté due au manque de recul nécessaire, au fait d'interroger une « réalité » en train de se faire.

¹ Favret-Saada, J. (1977) Les mots, la mort, les sorts. La sorcellerie dans le bocage. Gallimard.

Enfin, il conviendrait de préciser, d'entrée de jeu, que nous avons aussi conscience du caractère inconfortable de la posture normative adoptée et des risques d'être critiqué ainsi que des reproches que cela ne manquera sans doute pas de soulever... Comme l'a joliment formulé Jean-François CHANLAT, « nous sommes conscient de la complexité du monde et de notre fragilité », nous acceptons de prendre ces risques et nous assumons personnellement la responsabilité de nos opinions qui n'engagent nullement les organisateurs des « Troisièmes Rencontres internationales de la Diversité ».

I. 3 Marginalisation du tamazight, une discrimination linguistique

Langue des rebelles opprimés depuis Massinissa et Jugurtha, le tamazight a depuis une loi de mai 2004 un statut de langue nationale. De récentes revendications pour l'avènement de tamazight en tant que langue officielle ont été réprimées dans le sang ces dernières années au cours desquelles les forces de répression ont assassiné 128 manifestants pacifiques âgés de 15 à 21 ans... Cette tragédie a mobilisé les populations berbérophones qui se sont constituées en mouvement « arch » (comités de village) pour défendre leur identité bafouée, faire reconnaître le tamazight comme langue officielle au même titre que l'arabe, et défendre leurs enfants et la mémoire des martyrs... La guerre civile a été évitée de justesse.

Les populations berbérophones se sont senties trahies dès la fin de la guerre d'Indépendance, guerre au cours de laquelle elles ont payé sans nul doute le plus lourd tribut ...Ce sentiment de trahison a été exacerbé par la marginalisation et l'exclusion d'un nombre important de citoyens berbérophones et francophones, taxés d'appartenir au « parti de la France » (espions de la France). Cette politique de « dressage », au sens de Michel Foucault¹, de la société a alimenté comme on peut aisément l'imaginer, une inefficacité sur le triple plan économique, politique et culturel. Plus grave encore, sur le plan humain, les sentiments de frustration et de haine éprouvés par les citoyens pour les raisons évoquées et dont une majorité d'entre eux se sont retrouvés déqualifiés du simple fait du changement de la langue de travail, situation qui subitement fait d'eux des analphabètes. Comment expliquer aux personnes en cause que cette langue est la leur ?

¹ Foucault, M. (1975) Surveiller et punir – Naissance de la prison, Gallimard

En particulier aux personnes âgées, non arabisées pour diverses raisons... et qui éprouvent un réel désarroi à la réception d'un courrier rédigé en arabe! Ou encore, cet ancien professeur qui adorait l'enseignement des mathématiques et qui s'est retrouvé du jour au lendemain à s'occuper de la ...cantine du collège. Combien de brillants pédagogues francophones ont été ainsi déqualifiés puis chargés de mission de gardiennage ou mis à la retraite d'office à 50 ans ? Les statistiques officielles à ce sujet ne sont pas accessibles pour l'heure. Dure réalité que de vivre sous la menace permanente de perdre son emploi ou de ne pas en trouver un pour les jeunes francophones... Certains ont préféré l'exil, d'autres le retrait. Tous l'ont mal vécu. Durant ces années de plomb, pratiquement tous ceux qui ont eu l'occasion ont fui et ceux qui sont restés, notamment les plus jeunes, ne rêvent que d'une chose : « babor l'Australie » (prendre le bateau pour l'Australie), selon la célèbre formule de l'humoriste Fellag, lui même en exil en Europe. Au cours d'enquêtes de terrain, dans une université en Algérie, des étudiants nous ont déclaré n'avoir aucun projet ... En somme ce sont des jeunes déprimés qui voient leur avenir sombre.

I. 4 Tamazight, langue officielle serait facteur d'union et non de division

Le déni de la langue berbère et sa relégation au statut de langue de seconde zone ne sont pas de nature à assurer la pérennité de l'unité nationale. La reconnaissance de tamazight comme langue officielle, au même titre que l'arabe serait à contrario, un facteur de consolidation de cette unité et non pas un facteur de division, comme le prétextent les partisans du monolinguisme. Le monolinguisme est contraire aux notions même d'« égalité » et de « fraternité » auxquelles font régulièrement référence les dirigeants politiques et les textes fondateurs de la République. Cette reconnaissance faciliterait la réconciliation des berbérophones de ce pays avec leur identité dont le tamazight représente une dimension importante. Tous les Algériens réconciliés gagneraient. Leur culture et leur civilisation seraient riches de leur diversité. Le management plurilinguistique pourrait aider à sortir de l'impasse du monolinguisme.

II Le management plurilinguistique, remède contre les discriminations

Cette partie vise la formulation de pistes de recherche qui permettent d'engager le débat sur les perspectives susceptibles de constituer des voies de sortie de l'impasse notamment managériale induite par le monolinguisme, à l'occasion de ces journées sur la diversité. Le but de la manœuvre est de trouver une alternative au monolinguisme, en tous cas dans sa dimension gestionnaire pour faire cesser les discriminations et les frustrations quotidiennes auxquelles sont confrontées les populations non arabophones en Algérie. Il importe également pour la recherche d'identifier quelles politiques linguistiques pourraient avoir un impact sur les rapports de force entre les différentes composantes sociolinguistiques et les moyens de les faire évoluer pacifiquement, avant qu'il ne soit trop tard. Le climat social est conflictuel : le pays a frisé la guerre civile en 2004, comme nous l'avons évoqué précédemment. L'idéal serait de parvenir à un consensus qui respecterait la diversité linguistique et la diversité ethnique de tous les citoyens, sans aucune exclusive. Le plurilinguisme est possible à la condition que l'Etat permette et encourage chaque algérien, dès l'école primaire, à apprendre le tamazight, l'arabe et le français ainsi que l'anglais ou le l'espagnol, l'italien ou l'allemand, dès la classe de 6ème. Ceci donnerait à tous les citoyens la possibilité de se comprendre dans plusieurs langues tout en assurant la conservation et le développement des ressources linguistiques communes.

Dans cette perspective, nous examinons le problème sous 3 angles complémentaires:

- celui des obstacles idéologico- politiques et religieux sur lesquels ont buté jusqu'à présent les dernières tentatives de « redressement » de la situation, notamment le blocage du Rapport de la commission Benzaghoul;
- celui du renforcement de l'enseignement des langues ;
- celui des rapports entre sous-systèmes Emploi et Formation.

II. 1 Les obstacles idéologiques, politiques et religieux

L'histoire de l'humanité est riche d'exemples montrant avec une étonnante régularité que les colonisateurs consacrent la majorité des ressources mobilisées à effacer certains événements de

la mémoire des peuples colonisés, ou à en arranger la restitution, et cela pour rendre plus dociles les autochtones. Les forces d'occupation imposent leur langue et interdisent l'enseignement des langues autochtones... A titre personnel, je peux témoigner de cela : durant les années de la guerre d'indépendance, je n'ai pas pu apprendre l'arabe en raison de ces interdits; après l'indépendance, je ne l'ai pas appris car il ne m'était pas permis d'apprendre le tamazight ! Les copains du village de Taddert Oufella m'auraient mis en quarantaine ! Dans les deux situations, les dirigeants politiques et les idéologues à leur service se sont efforcés de justifier tout cela par des motifs encore plus élevés ou plus nobles que le simple apprentissage de langue (respectivement, apport de la « lumière » par la religion musulmane, ou de la modernité et du développement)... Dans le cas spécifique de l'Algérie, le déclin de l'enseignement de tamazight a débuté à la défaite de la Kahina¹ contre l'invasion arabe, à Tarfa en l'an 703 de notre ère, et à partir de 1830, début de la colonisation française², de l'enseignement de l'arabe a été marginalisé. Les violences faites au peuple opprimé ont laissé des traces indélébiles dans les mémoires et nourrissent encore aujourd'hui deux fantasmes, deux biais qui polluent toute tentative de recherche d'alternative au monolinguisme. Ces mécanismes constituent véritablement des noeuds qui verrouillent psychologiquement l'accès à la connaissance des langues :

- les dirigeants algériens et les partisans de l'arabo-islamisme s'acharnent depuis l'indépendance politique (1962) à mener, vaille que vaille, une politique d'arabisation intégrale de l'enseignement et de la vie sociale et culturelle, quitte à employer des manières « fortes »³. Une espèce de révolution culturelle, après la lutte armée. On était dans une posture guerrière (mais on y est toujours malheureusement), la finalité étant d'extirper les racines du mal, de combattre le néocolonialisme ! Un ennemi toujours occupant non le territoire, mais l'esprit du peuple! Entendre par là que la langue française et sa culture constituent des instruments d'un asservissement potentiel et d'occupation à nouveau (?) du pays, tandis que, les algériens francophones (les partisans du « parti de la France ») sont perçus comme des collaborateurs et des espions.

¹ Beauguitte, G. (1959) La Kahina, reine des Aurès. Collection Résurgence

Kateb, Y. (1982) La Kahina, Dérives

² Abbas, F. (1952) Guerre et révolution d'Algérie - La nuit coloniale. Julliard

³ Un ancien patron du FLN (parti unique à l'époque) a menacé en 1969 dans l'enceinte même de l'université d'Alger, des étudiants membres de l'Union Nationale des Etudiants Algériens (UNEA), en exhibant un colt et fustigeant « les valets de l'impérialisme ».

- Les algériens qui réclamaient et qui luttent toujours pour la reconnaissance de tamazight sont vus par les gouvernants actuels et les clans qui les portent comme des « séparatistes », des valets de l'impérialisme; et plus grave comme des hérétiques, car l'arabe a non seulement le statut de langue officielle unique, mais il est également la langue du Coran.

Ces deux mécanismes puissamment ancrés dans les esprits montrent toute la complexité de l'histoire des peuples et les souffrances endurées par les berbérophones. Le chemin qui pourrait conduire à solutionner pacifiquement ce problème nous semble long et parsemé d'embûches. Au cours des débats sur la réforme avortée de l'école, nous avons eu des entretiens avec des membres de la commission et des citoyens de tous âges et de régions différentes, ainsi qu'avec des écoliers et des enseignants chercheurs ... Nous avons pu vérifier la pertinence des hypothèses qui viennent d'être évoquées et qui donnent matière à deux pistes de recherche qui devraient à notre avis être creusées par de jeunes chercheurs des deux rives de la Méditerranée.

- D'abord, pour le problème du français, « la langue du néocolonialisme », le premier pas indispensable vers sa résolution serait, comme l'ont déclaré des historiens et des intellectuels à l'instar de Madeleine Rebérioux et Pierre Vidal-Naquet, Germaine Tillon et Alban Liechti (qui a refusé de combattre en Algérie comme le Professeur Laurent Schwarts) que l'Etat français reconnaisse la réalité des crimes coloniaux et des souffrances infligées aux algériens;

Cela paraît nécessaire pour que puisse démarrer, du côté du peuple algérien, le processus menant au pardon et, partant, à la réconciliation avec la langue française.

- Ensuite, concernant le fantasme du tamazight, en tant que langue des « séparatistes », il conviendrait de faire remarquer qu'une bonne partie du chemin est déjà parcourue. En effet, le Tamazight est reconnu comme langue nationale et des instituts de tamazight ont été créés à l'université de Tizi-Ouzou et de Béjaïa respectivement au cours des années 1980 et 1990. Même si, faut-il le souligner, cela ne s'est pas fait pacifiquement... comme il a été évoqué dans les pages qui précèdent.

II. 2 Le renforcement des langues

Avant son assassinat, le Professeur Rabah Stambouli qui fut directeur de l'Institut des Langues et Littératures puis vice-recteur de l'Université Mouloud Mammeri (Tizi-Ouzou) ne cessait d'attirer l'attention sur la carence de formation de nos étudiants dans toutes les langues d'enseignement, à commencer par l'arabe. Cet ancien sorbonnier, agrégé de lettres arabes et spécialiste de Zola, pointait du doigt les problèmes qui découlaient des difficultés de compréhension et d'articulation des idées que rencontraient les étudiants. L'échec massif et incontesté de tout le système de formation proviendrait ainsi de cette carence fondamentale, à la suite de l'arabisation de l'ensemble des filières littéraires au début des années 1970 puis, en 1981, des sciences sociales dans leur intégralité.

Ce processus d'arabisation de la société a été décrété sans négociation ni participation d'aucune manière des enseignants et des parents d'élèves ; sans moyens, en recourant à des coopérants moyen-orientaux qui n'avaient pour la majorité d'entre eux pas vocation à enseigner... La commission Benzaghrou (du nom de son président), a été chargée en 2001 par l'actuel chef d'Etat de faire l'évaluation des politiques conduites en la matière et de lui faire des propositions. Ce rapport non rendu public est resté sans suite à ce jour... Pourtant, la presse a fait état à plusieurs reprises de suggestions tout à fait pertinentes qui auraient permis d'améliorer un peu les choses...La principale raison de ce blocage est que , comme on peut l'imaginer, des forces se sont violemment opposées au projet de la commission dont certains membres étaient menacés. Statu quo jusqu'à présent.

II. 3 Etablissement de relations entre sous-systèmes Emploi et Formation

Le monolinguisme a engendré et engendre encore malheureusement, dans une large mesure, en plus des problèmes humains que nous venons de citer, des handicaps majeurs dans le domaine du travail et des échanges, en particulier des échanges économiques et commerciaux internationaux. En effet, dans cette nouvelle ère d'économie de marché mondialisée, il est impératif d'aller vers les clients et les partenaires sociaux partout où ils se trouvent dans le monde et de parler leur (s) langue(s), de les comprendre et de se faire comprendre. L'accès aux langues permet aussi l'accès aux cultures des ces acteurs et de ces partenaires, ce qui facilite les choses. Aussi, dans l'univers

du management, tout ce qui peut accroître la connaissance de la langue et de la culture de l'autre est bienvenu. La fine connaissance de la culture et de la langue des partenaires permet aussi de pacifier les relations, d'éviter d'éventuels malentendus et des déboires dûs aux incompréhensions et au choc des cultures. Les résultats d'une enquête conduite par le Professeur Hagen¹ dans des entreprises européennes montrent que celles qui réussissent « intègrent la stratégie linguistique dans la stratégie d'ensemble de l'entreprise conçue comme une organisation apprenante » et qu'il a existé « une pénétration significative du marché brésilien grâce à l'utilisation de compétences linguistiques ». Ce chercheur signale par ailleurs que « beaucoup d'entreprises ont déclaré qu'elles avaient été confrontées à des obstacles linguistiques lors d'échanges commerciaux, soit 53% des personnes interrogées en Grande Bretagne et 50% des personnes interrogées en Allemagne ». Ces données ne prennent pas en compte les entreprises dont les responsables ne sont pas encore « conscients » de la nature véritable du problème latent qui contrarie leurs relations avec leur environnement plurilinguistique.

Résoudre ce genre de problème, c'est éviter le repli et apprendre la tolérance à l'école et à l'université. Les futurs managers et les futurs gouvernants doivent aussi « apprendre à écouter » leurs interlocuteurs, comme le suggère Michel Crozier².

Le défi n'est pas seulement d'assurer une « bonne » formation des étudiants, il est aussi important que soit pris en compte, en aval, leur avenir professionnel. Il faudrait engager à ce propos une recherche sur le problème des « chômeurs diplômés » (ingénieurs, licenciés...).

Cette réflexion examinerait en particulier les relations universités-entreprises. Le but serait de mettre en évidence les changements institutionnels, organisationnels et politiques à apporter à l'université pour adapter ses missions aux besoins de la société algérienne et cela, naturellement sans réduire leur rôle à la formation professionnelle. La culture générale, le développement des connaissances par la recherche et la formation de citoyens libres sont à l'évidence les missions premières de toute université digne de ce nom.

Ces rôles ainsi repensés, les universités, et les grandes écoles bien, pourraient alors créer des diplômes professionnels dans le cadre de la mise en œuvre du LMD, avec des enseignements renforcés en langues nationales et étrangères, sur mesure, en fonction des besoins des entreprises partenaires qui cofinanceraient ces formations.

¹ Hagen, S (1997) La communication à travers les cultures d'entreprises. Les secrets de la réussite des entreprises européennes. Inter Act International, p.2

² Crozier, M. L'entreprise à l'écoute. Apprendre le management post-industriel. InterEditions

Conclusion

Les pages précédentes soulèvent des questions essentielles qui interpellent autant les gouvernants algériens que les citoyens et les chercheurs. Les enjeux de la diversité et les problèmes linguistiques évoqués ne peuvent plus être renvoyés aux calendes grecques. Ils ont atteint un point critique. La façon à notre avis la plus pacifique de trouver des solutions « justes » et réalistes, serait, comme le dit l'adage, de ne plus cacher le soleil avec un tamis, et d'engager sans plus tarder la réflexion sur les problèmes évoqués dans ce papier.

La première piste consisterait à identifier les voies et les moyens susceptibles d'aboutir à la réconciliation avec les langues nationales; la langue de l'autre, des autres, quels qu'ils soient, au sein de la société toute entière, à commencer par l'école et l'université, la radio et le travail. Donc la nécessaire et juste reconnaissance de Tamazight comme langue officielle, au titre que l'Arabe, sans distinction et sans discrimination d'aucune sorte.

La seconde piste, serait le rapprochement de l'université et de l'entreprise. La démarche de recherche devrait aboutir à reformuler les missions de l'université (dont le management a également besoin d'une mise à niveau...) pour la production et la mise à la disposition de la société des compétences linguistiques nécessaires à la pratique du plurilinguisme managérial de notre temps.

Bibliographie

- Abbas, F. (1952) Guerre et révolution d'Algérie - La nuit coloniale, Julliard. -
- Beauguitte, G. (1959) La Kahina, reine des Aurès. Collection Résurgence.
- Calvet, J.J. (1996) Les politiques linguistiques, Que-sais-je, Puf.
- Crozier, M. (1989) L'entreprise à l'écoute. Apprendre le management-post-industriel. InterEditions
- Favret- Saada, J. (1977) Les mots, la mort, les sorts. La sorcellerie dans le bocage. Gallimard.
- Foucault, M. (1975) Surveiller et punir- Naissance de la prison, Gallimard.
- Hagen, S. (1997) La communication à travers les cultures d'entreprises- Les secrets de la réussite des entreprises européennes. Inter Act International, p.2
- Kateb, Y. (1982) La Kahina, Dérives.